Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 12, n°2 | Novembre 2021

Modes d'habiter et sensibilités environnementales émergentes : quels enjeux pour la qualité de vie ?

Sous influences : construction et fragilisation de la sensibilité environnementale des habitants des barrios à Santo Domingo

Influenced: construction and deconstruction of the environmental awareness of the inhabitants in Santo Domingo barrios

Darysleida Sosa Valdez

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/developpementdurable/18366>

DOI : 10.4000/developpementdurable.18366

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Darysleida Sosa Valdez, « Sous influences : construction et fragilisation de la sensibilité environnementale des habitants des *barrios* à Santo Domingo », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 12, n°2 | Novembre 2021, mis en ligne le 10 novembre 2021, consulté le 11 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/18366> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.18366>

Ce document a été généré automatiquement le 11 novembre 2021.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Sous influences : construction et fragilisation de la sensibilité environnementale des habitants des *barrios* à Santo Domingo

Influenced: construction and deconstruction of the environmental awareness of the inhabitants in Santo Domingo barrios

Darysleida Sosa Valdez

- 1 Nécessaires au développement durable, tant la *sensibilité* que la *conscience* deviennent les clés face aux enjeux de métropolisation actuels. Ceci est d'autant plus vrai dans les villes de pays latino-américains comme la République dominicaine où plus de la moitié de la population urbaine habite dans des quartiers précaires. Les *barrios*, pour reprendre la dénomination espagnole attribuée à ce type de quartier à Santo Domingo, sont souvent synonyme de précarité, de vulnérabilité, de violence et de délinquance. Ils sont situés dans des terrains qui étaient tout d'abord considérés indésirables par les acteurs publics et privés, mais qui sont devenus de plus en plus centraux et attractifs avec la croissance urbaine. Souvent exposés aux vulnérabilités territoriales et aux événements climatiques, ces quartiers se caractérisent par des logements fragiles, insalubres et surpeuplés. Ils se présentent comme une menace pour la stabilité de l'environnement urbain, notamment quand ils participent à la contamination (mauvaise gestion des déchets et eaux usées) et à l'artificialisation massive des espaces naturels et agricoles (Davis, 2007 ; Saez Giraldez *et al.*, 2010). Ces représentations nourrissent ainsi un imaginaire collectif considérant les habitants des *barrios* incapables d'avoir un mode de vie sain, responsable ou compatible avec leur milieu, en un mot, il s'agirait d'individus dépourvus de conscience écologique. Ceci souscrit à l'idée que le développement durable de ces quartiers serait conditionné à leur développement économique. Comme a pu l'annoncer Wilfred Beckerman (1992), « la meilleure - et probablement la seule - façon d'avoir un environnement décent est de s'enrichir » (Beckerman, 1992 : 23). De sorte qu'au-delà de la relation conflictuelle entre

les *barrios* et leur milieu, et des problématiques de salubrité, ce qui empêcherait de discerner des aspects de durabilité, c'est surtout leur condition de pauvreté.

- 2 Pour remédier à ce « problème », les *barrios* ont été historiquement l'objet d'opérations urbaines. Ils ont subi les traitements que les différents régimes politiques ont exercés avec plus ou moins de tolérance urbaine : très restreinte quand il s'agissait de régimes dictatoriaux¹ (démolition/expulsion) et moins restreinte quand il s'agissait de régimes démocratiques (éviter/cacher) (Godard et Mérat, 2003). Mais, lorsque la structure urbaine informelle devient responsable de 75 % de la production de logements (Shlomo, 2001), l'État dominicain commence à s'impliquer dans les formes passives et ponctuelles d'interventions urbaines, de régularisation et d'amélioration du cadre de vie des habitants. Il a principalement facilité la construction des infrastructures et la dotation de services (l'eau et l'électricité). D'autres institutions (ministères et ONG) ont favorisé également ce type d'intervention à travers les rénovations des maisons, l'amélioration des escaliers ou des voies carrossables, etc. Actuellement, les opérations urbaines adoptent une autre logique, celle de la *transformation urbaine*². Il s'agit de garantir un espace de vie propre — un « milieu sain³ » — aux habitants. Cette tendance est d'ailleurs confirmée par les projets comme l'assainissement de *la cañada*⁴ Los Platanitos. Dans ce cas, l'objectif est de minimiser, voire de faire disparaître les risques d'inondation et les problèmes d'insalubrité. Nous constatons cependant que, influencés par des a priori concernant l'inconscience écologique des habitants des *barrios*, ces risques ne sont pas toujours résolus par l'opération urbaine et que sa réalisation entraîne des répercussions plus profondes d'ordre social, culturel et environnemental.
- 3 Si depuis les années 2016, la politique de rénovation urbaine dominicaine adopte la notion de développement durable comme axe transversal, inhérent à toutes les actions urbaines⁵, dans les *barrios* les interventions se limitent à une logique hygiéniste de *tabula rasa*, de grands travaux d'aménagement et d'embellissement, sans prendre en compte les usages et les réseaux communautaires existants. Pourtant, les préceptes du développement durable considèrent les habitants comme les acteurs indispensables à l'exercice de toute démarche écologique. Il ne suffit pas de vivre dans un écoquartier ou d'atteindre la performance énergétique des logements. La conscience écologique des habitants, leurs sensibilités, leurs rapports à la nature comptent significativement dans toutes démarches de construction écologique. Ceci implique d'ailleurs d'adopter une citoyenneté critique et engagée dans des processus de participation pour la recherche de solutions tant aux problèmes environnementaux que sociaux (Sauvé, 2014).
- 4 À cet égard, cet article propose une mise en perspective critique sur la sensibilisation environnementale des habitants des *barrios*. L'objectif est de mettre en avant le *système d'influences* qui conditionne les pratiques écologiques locales, en d'autres mots, les idéologies dominantes et les actions des acteurs publics et associatifs. Considérées comme des facteurs externes, ces *influences* participent à la construction ou à la fragilisation de la sensibilité environnementale et dictent les conditions générales pour le développement d'une durabilité urbaine des *barrios*.
- 5 En partant d'une revue critique de la littérature, nous exposons tout d'abord la construction idéologique de la conscience écologique qui encadre les actions des acteurs associatifs et gouvernementaux. Puis, nous montrons comment ces idéologies se sont traduites par une imposition de pratiques et de solutions d'aménagement territoriales. Enfin, en nous appuyant sur des données empiriques (extraits d'entretiens semi-directifs, échanges informels et observations) récoltées lors des phases

exploratoires d'une recherche doctorale⁶ dans trois des quatre *barrios* visités à Santo Domingo (cf. figure 1), nous verrons que les habitants se sont aussi approprié des discours dominants et reproduisent à leur tour des stigmates territoriaux.

Figure 1. Division administrative de la ville de Santo Domingo et localisation des *barrios* étudiés

Réalisation et conception : Darysleida Sosa V.

1. Construction idéologique de la conscience écologique

- 6 D'après la théorie du post-matérialisme d'Inglehart (1993), les habitants des *barrios* n'auraient pas suffisamment de moyens socio-économiques pour développer une conscience écologique, puisque, face à leurs besoins matériels, les intérêts plus abstraits d'autonomie individuelle et de qualité de vie resteraient marginaux. Cette théorie⁷ considère en effet que la conscience écologique est le résultat d'une évolution des valeurs⁸ propres aux populations des pays industrialisés qui ont vécu, directement ou indirectement, la période de croissance économique en Europe : les Trente Glorieuses. Ces analyses énoncent ainsi une relation intrinsèque entre développement économique et évolution de la pensée. En s'appuyant, d'une part, sur la théorie de la hiérarchie des besoins de Maslow (1954)⁹ et d'autre part, sur l'hypothèse de la sociabilisation considérant que le système de valeurs est une construction sociale qui se forge avec le temps et les expériences individuelles, Inglehart conclut que c'est seulement après avoir comblé ses besoins physiologiques élémentaires (se nourrir, se loger) que l'individu est en capacité de satisfaire ses intérêts intellectuels, esthétiques et existentiels.
- 7 Étienne Schweisguth (1997) prévient pourtant que la théorie d'Inglehart ne prend pas en compte d'autres phénomènes collatéraux et moins optimistes du développement, notamment le chômage, l'échec scolaire ou encore la précarisation des travailleurs. Pour lui, l'évolution des valeurs ne serait pas nécessairement liée au développement économique, mais relèverait plutôt du niveau d'instruction de chaque individu (Schweisguth, 1997). Malgré ces critiques, certains octroient une place privilégiée aux valeurs post-matérialistes dans l'émergence des mouvements internationaux pour l'environnement tels que Greenpeace ou World Wildlife Fund (WWF) (Caro, 2009 ; Pardo Buendía, 2006). D'autres parlent du post-matérialisme comme une nouvelle culture

légitimée par la pensée d'Alain Touraine (1992), d'Edgar Morin (1993), de Manuel Castells (2001) entre autres (Dartiguepeyrou, 2013).

- 8 Mais, jusqu'ici, l'objectif des débats scientifiques était de démontrer l'émergence, le comment et le pourquoi d'une conscience écologique des individus, sans vraiment questionner leur passage à l'action. En effet, nombreux sont ceux qui constatent un décalage entre une conscience écologique affichée et les comportements (Bozonnet, 2007 ; Geller *et al.*, 1982 ; Maresca *et al.*, 2009 ; Scott et Willits, 1994). La plupart des individus, même conscients des problématiques environnementales, n'arrivaient pas à traduire leurs convictions écologiques en pratique quotidienne. À ce sujet, la théorie VBN (*Value, Belif and Norm*) de Stern essaie d'apporter quelques éclaircissements. Elle suggère que l'étude de la conscience écologique ne peut pas s'inscrire dans un modèle causal (cause/effets), mais qu'il faudrait rendre compte des facteurs externes, en particulier l'effet médiateur des normes institutionnelles. Les comportements liés à une conscience écologique seraient donc compris dans le triptyque « Valeurs, croyances et normes » (Stern *et al.*, 1999), à savoir que, même si les individus sont conscients de leur environnement, il faudrait aussi leur attribuer des responsabilités pour qu'ils agissent (Bozonnet, 2007).
- 9 Ce qui a été reproché par la suite à la théorie VBN, c'est le manque de considération de variables situationnelles et contextuelles qui, à l'égal des facteurs moraux et institutionnels, conditionnent la conscience écologique des individus (Fleury-Bahi, 2010). Nous verrons d'ailleurs que ces deux analyses, tant celle de Inglehart que celle de Stern, ont participé dans la construction d'une pensée signalant la conscience écologique comme un phénomène exclusif et caractéristique de certains milieux sociogéographiques. Cela explique pourquoi déjà en 1987 la World Commission on Environment and Development (WCED, Brundtland Commission) considérait la pauvreté comme une des principales menaces pour l'environnement. Les « pauvres » dépourvus de conscience écologique seraient contraints de déboiser pour survivre ou, habitant dans des zones à risques, à haute densité et promiscuité, produiraient des écosystèmes critiques socialement et écologiquement (Daher Hechem et Sandoval Luna, 2019). Or, en associant la pauvreté et la dégradation environnementale, le rapport Brundtland génère un postulat généralisateur qui occulte une diversité d'expériences à l'échelle locale (Tetreault, 2008). Par ailleurs, pour les militants de la *Political Ecology*, la relation pauvreté/dégradation serait souvent mobilisée par les organisations internationales dans le but de gagner le soutien des acteurs gouvernementaux puissants et intéressés par des accords de libre-échange économiques (Tetreault, 2008).
- 10 Ce n'est que très récemment qu'une autre théorie vient contredire cette relation réciproque entre pauvreté, dégradation et inconscience écologique. En examinant les conflits environnementaux dans les pays « en développement », Martinez-Alier (2014) parle d'un « écologisme populaire » laissant entendre que la « pauvreté » peut-être une véritable alliée dans la lutte pour la justice environnementale (Martinez-Alier, 2014). Il s'agit d'un écologisme qui ne serait pas le résultat d'une évolution de valeurs et qui ne serait pas motivé par des idées, par des sentiments abstraits ou par un exercice intellectuel complexe, mais serait plutôt une réponse à une situation concrète et objective. Cette théorie considère ainsi que la conscience écologique est implicite dans les actions de certains individus « pauvres » (Folchi, 2001).

2. Inscrire les *barrios* dans les mouvements écocitoyens globaux

- 11 L'écologisme populaire défini par Joan Martinez Alier au début des années 2000 fait référence aux mouvements écocitoyens émergents dans les pays « en développement ». Il se présente comme la branche manquante du mouvement *Environmental justice* développé aux États-Unis dans les années quatre-vingt. Ces deux mouvements – l'écologisme populaire et *Environmental justice* – dénoncent des injustices socioenvironnementales et s'inscrivent dans des formes d'activisme réflexif autour des conflits écologiques (Naoufal, 2016). Leur intérêt commun est de mettre en lumière les problématiques écologiques liées à l'aspect social qui étaient complètement ignorées des mouvements environnementalistes. Pour ces derniers, la représentation de l'environnement était figée à l'idée d'une nature sauvage négligeant le fait que l'environnement est aussi l'endroit où « nous vivons, travaillons et nous amusons » (Novotny, 2000 : 36).
- 12 À l'origine, des différences significatives semblaient pourtant distancer les mouvements de justice environnementale et celui de l'écologisme populaire, notamment par leur dichotomie nord/sud, rural/urbain, local/global, et par leurs approches divergentes socioraciales ethniques/socio-économiques. Notons que les premières actions du mouvement *Environmental Justice* luttait contre la contamination des zones urbaines et dénonçaient la concentration des déchets municipaux et dangereux dans des zones habitées par les populations afro-américaines et défavorisées (Naoufal, 2016). Apparaît ainsi l'expression militante « racisme environnemental » de Benjamin Chavis (1980) pour dénoncer l'émergence d'une forme d'injustice environnementale, qui serait renforcée par les institutions gouvernementales à travers des décisions politiques liées à la « race » et la condition sociale des individus (Bullard, 2001 ; Naoufal, 2016).
- 13 Mais, pour Martinez Alier (2014), au-delà du racisme, la justice environnementale met en relation la dégradation de l'environnement et la violation des droits humains, ce qui implique de considérer les inégalités environnementales à l'échelle mondiale. Il suffit selon lui de regarder les mobilisations contre les pratiques d'exploitation des ressources des certaines multinationales dans les pays en Amérique latine, en Inde ou en Afrique. Ces mouvements que Martinez Alier appelle « l'écologisme des pauvres » ou « écologisme populaire » sont constitués par des groupes d'habitants qui luttent contre les problèmes environnementaux provoqués par un capitalisme effréné (Guha *et al.*, 1997 ; Martinez-Alier, 2014). Il s'agit autant de manifestations revendicatives (contre la contamination de l'eau ou la destruction d'une forêt¹⁰) que d'actions concrètes pour la conservation des ressources (systèmes de cogestion de l'eau, jardins potagers ou des coopératives solidaires). Par ailleurs, à la différence du mouvement *Environmental Justice* animé par des activistes de droits civils, des sociologues et des experts en question raciale ou ethnique qui revendiquent une approche écologique, les acteurs de l'écologisme populaire ne s'inscrivent pas nécessairement dans des démarches environnementalistes ou des préoccupations écologiques. Il s'agit d'un écologisme implicite dans les actions des individus quand l'environnement constitue une ressource vitale (Naoufal, 2016).
- 14 Fortement critiqué, l'écologisme populaire prônerait une approche condescendante et généralisatrice des conflits socioenvironnementaux, sans tenir vraiment compte des

aspects culturels, identitaires ou de l'attachement des populations vis-à-vis de leur territoire (Naoufal, 2016). Le mouvement *Environmental Justice* devrait lui aussi être repensé pour qu'il puisse appréhender des problématiques environnementales au-delà des aspects raciaux et ethniques qui ne sont pas toujours représentatifs des communautés dans le monde (Guha *et al.*, 1997). Mais en faisant synergie, ces deux mouvements forment un mouvement mondial pour la justice environnementale, soucieux des problématiques à la fois rurales et urbaines, capable de mobiliser et relier une diversité de discours, de revendications et d'acteurs politiques. En effet, les différences entre ces deux mouvements s'effacent, surtout parce qu'avec l'exportation d'*Environmental Justice* vers d'autres pays, notamment dans les pays d'Afrique, le mouvement commence à élargir son champ d'action. Les revendications se sont tournées désormais vers la lutte contre les problèmes de pollution à l'amiante et aux pesticides, l'amélioration des conditions de travail dans les mines et l'absence de services dans les zones urbaines défavorisées (Naoufal, 2016). En outre, tant le mouvement de justice environnementale que celui de l'écologisme populaire peuvent s'inscrire dans les luttes pour la survie dans des pays dits « développés » en contextes ruraux, comme dans des revendications pour l'amélioration des conditions sanitaires des milieux urbains, dans des pays dits « en développement » (Barca, 2015 ; Naoufal, 2016).

- 15 C'est justement au croisement de ces deux mouvements que se situent les actions écocitoyennes dans les *barrios* : d'une part, les revendications pour une distribution équitable de biens et services en zone urbaine¹¹ propre au mouvement de justice environnementale actuel, et d'autre part, des actions de l'ordre d'un écologisme implicite, dans une logique de survie propre au mouvement de l'écologisme populaire.
- 16 Pour en rendre compte, regardons les formes d'écocitoyenneté proactives dans les *barrios*. Ceci sans négliger le rôle des acteurs associatifs et universitaires qui, en déployant leurs propres capitaux culturels, sociaux, exercent une pression dans la construction des projets communautaires et participent à l'invisibilité des pratiques écologiques implicites.

2.1. L'initiative The Cañada Projet

- 17 Prenons l'exemple de l'initiative *The Cañada Projet* qui depuis 2008, propose à un groupe d'étudiants, venant de l'université du Texas, Austin, de travailler avec les habitants du *barrio Los Platanitos*. Ils développent ensemble des projets de planification et d'amélioration d'infrastructures urbaines. Tous les six mois, les étudiants s'installent environ deux semaines dans le *barrio* et réalisent des études techniques/empiriques avec l'aide des habitants : des analyses socio-économiques, des relevés cartographiques et statistiques ainsi que des projets d'aménagement. Guidé par un cadre théorique autour de la justice environnementale, de l'écologie politique et des théories critiques sur le développement (Sletto *et al.*, 2008), ce groupe cherche à créer des synergies communautaires pour aborder des problématiques telles que la vulnérabilité et la dignité des communautés vivant dans des environnements dégradés. Après plusieurs échanges, en 2010, les habitants de *Los Platanitos* créent la Fondation Los Platanitos (FUNPLA) responsable du maintien de la propreté du *barrio*. Ils ont également entrepris un projet de lombriculture qui avait été conseillé dans les rapports finaux des anciens étudiants (Sletto *et al.*, 2008, 2010). Dans l'idéal, les postes de lombriculture allaient permettre une réduction et une gestion alternative des déchets

organiques. Pour réaliser ce projet, les étudiants ont participé au concours *P3 Program* qui finance des initiatives universitaires liées, entre autres, au développement écologique des communautés¹².

- 18 En 2012, les étudiants du Texas s'engagent auprès des habitants de *Los Platanitos* dans la construction de trois sites de lombriculture : *Los cinco corazones*, *Criadero la maravilla* et *Punto final* (cf. fig. 2). Des responsabilités ont été assignées à chaque groupe d'habitants : les hommes ont construit les sites et les conteneurs pour les lombrics, les enfants ont produit les panneaux et des matériaux graphiques, et les femmes se sont réunies pour attribuer les noms à chaque site et s'organiser en association pour leur maintien¹³. De ce regroupement des femmes naît l'association *Mujeres Unidas*. Fortement induite par les étudiants du Texas, la création d'une association portée par des femmes répondait à l'objectif visant leur *empowerment* et leur implication dans le projet. Elles ont dû, par la suite, se répartir les responsabilités par rapport à leur temps libre et leurs capacités (savoir lire ou écrire) ainsi que développer des compétences nécessaires à la gestion de déchets organiques. Pour ce dernier point, les étudiants texans ont organisé des rencontres avec des professionnels et des producteurs/exportateurs d'engrais dominicains pouvant les aider dans l'administration des sites de lombriculture. Elles ont aussi assisté à des formations dans le Jardin botanique de Santo Domingo et se sont occupées de définir le statut de l'association.

Figure 2. Localisation géographique des postes de lombriculture dans le *barrio Los Platanitos*

Source Sletto B., 2008, « El Rincón de los Olvidados. Métodos para el estudio de riesgo y vulnerabilidad en asentamientos precarios », The University of Texas at Austin. Photo en couleur © 2018 Darysleida Sosa V.

2.2. Essor et déclin de l'initiative

- 19 S'il semble que l'inscription des habitants du *barrio Los Platanitos* dans des mouvements écocitoyens relève d'une influence externe (les étudiants du Texas), dans leur rapport de 2010, les étudiants avaient identifié des manifestations écocitoyennes avant leur arrivée. Ils signalaient qu'un groupe d'habitants avait déjà essayé de nettoyer les espaces publics et le cours d'eau qui traverse le *barrio* (*la cañada de Los Platanitos*). Des interpellations avaient été faites aux habitants de la partie haute du *barrio*, accusés de jeter des ordures et d'aggraver la situation des familles de la partie basse, à proximité de la *cañada*. Ainsi, tant dans les aspects revendicatifs que proactifs, les habitants des *barrios* se sont toujours engagés dans des luttes contre la relégation socioécologique. Le projet de lombriculture venait seulement ranimer les mobilisations habitantes et permettait une mise en lumière de l'absence de l'action publique concernant les problématiques urbaines du *barrio* (gestion de déchets et assainissement).
- 20 En 2016, le projet de lombriculture dans le *barrio Los Platanitos* était reconnu des associations locales qui le signalaient comme un projet phare de développement durable communautaire. Le travail des étudiants du Texas avait soulevé l'intérêt tant du gouvernement local que du gouvernement national. En 2014, des représentants de la mairie se sont réunis avec les habitants pour discuter de leurs revendications. Ils demandaient une solution concernant la *cañada* et les inondations qu'elle produisait. En 2015, le président visite le *barrio* et promet l'assainissement de la *cañada Los Platanitos*. Entre-temps, seul un site de lombriculture restait en fonctionnement, les autres étaient fermés à cause du problème d'humidité et du manque de moyens pour l'achat de nouveaux lombrics. Mais c'est surtout l'annonce de l'intervention de la *cañada* qui avait provoqué le déclin du projet. Directement touchés par les délocalisations, certains habitants n'avaient plus la possibilité de participer au maintien des postes de lombriculture. En 2017, les travaux d'assainissement de la *cañada* commencent et le dernier poste de lombriculture ferme temporairement faute de ressources humaines et économiques.
- 21 Le rapport de 2016 des étudiants du Texas, montre une réflexion plus approfondie sur les impacts du projet d'aménagement de la *cañada* vis-à-vis du réseau communautaire auquel ils avaient largement contribué. Victimes de leur succès, ils sont passés d'une logique de coconstruction avec les habitants à une posture de conseiller des institutions publiques. Ils proposent un guide destiné aux autorités gouvernementales chargées des opérations qui comprend une liste d'éléments à prendre en compte (la participation des habitants, la coconstruction du projet avec eux, leur capacité d'adaptation, entre autres) (Sletto *et al.*, 2016). Le document devient aussi un rapport sur la concrétisation des projets autour de l'initiative *The Cañada Projet* et comment ceci avait contribué à la revitalisation, parfois même à la construction d'une image positive du *barrio* et au renforcement des mobilisations collectives.

2.3. Les travaux d'assainissement de la *cañada* contre les initiatives écologiques locales ?

- 22 Les travaux pour l'assainissement de la *cañada Los Platanitos* ont commencé rapidement en 2017 avec la canalisation de 1 315 mètres de l'affluent. Considérée comme un noyau de contamination et de production de maladies facilement transmissibles par les

piqûres de moustiques, la *cañada* ainsi aménagée devrait améliorer les conditions de vie d'environ 18 000 habitants et en même temps contribuer à générer des « conditions respectueuses de l'environnement¹⁴ » (CAASD, s.f.). La première partie des travaux a été exécutée au cours des dix premiers mois de l'année 2017. Les maisons à proximité de la *cañada* ont été détruites et les familles touchées ont été relogées à l'intérieur du *barrio*. Par la suite, les travaux ont été interrompus, laissant une partie de la *cañada* à découvert et la nouvelle voie d'accès inachevée (cf. fig.3). Cela a provoqué des inondations et l'accumulation des déchets.

Figure 3. Photo de la *cañada* Los Platanitos avant (2016) et après la première phase d'intervention (2017)

© 2016, 2017 Darysleida Sosa V.

- 23 Décrire la *cañada* uniquement comme une menace revient à négliger sa valeur environnementale et son potentiel en termes de qualité urbaine et de biodiversité. Pour l'intervention, aucune étude d'impact environnemental et aucun inventaire des espèces n'ont été réalisés. Les autorités les ont déclarés inutiles en raison de la taille du projet. De même, les « formes d'interdépendance » (Grafmeyer et Authier, 2015) entre les habitants et la *cañada* ont été complètement ignorées. Par exemple, Fanny, membre de l'association *Mujeres Unidas* chargée d'un poste de lombriculture, utilisait les feuilles d'un arbre qui se trouvait au bord de la *cañada* pour les placer autour du lombricomposteur afin de protéger les lombrics des fourmis. Avec l'intervention de la *cañada*, l'arbre disparaît en même temps que les lombrics.

3. La sensibilité environnementale conditionnée par les facteurs contextuels

- 24 Si au premier abord, la théorie de l'« écologisme populaire » semblait pertinente pour aborder la sensibilité environnementale des habitants des *barrios*, nous avons compris que d'autres aspects jouaient un rôle dans sa construction ou sa fragilisation. Dans les *barrios*, les moyens socio-économiques, les valeurs, les croyances, les normes ou encore les pratiques – même si elles peuvent être déterminantes – ne permettent pas complètement de saisir la sensibilité environnementale des habitants. D'autres facteurs externes tels que l'accès à internet, la sociabilisation à l'intérieur des associations, les échanges avec la *diaspora* dominicaine¹⁵, et les interventions urbaines ont également une incidence.
- 25 Notons que, malgré les efforts des acteurs universitaires dans la construction d'un nouveau système de gestion des déchets organiques dans le *barrio Los Platanitos*, l'initiative a été rapidement entravée par l'intervention sur la *cañada*. Les habitants ne se sont pas spécialement mobilisés contre les travaux d'assainissement qui affectaient les dynamiques communautaires autour des postes de lombriculture, mais plutôt pour demander la finalisation des travaux et le relogement des familles affectées.
- 26 Le déclin de l'initiative s'explique par les intentions des acteurs associatifs et les intérêts des habitants. Par exemple, ces derniers perçoivent la lombriculture comme un simple projet étudiant¹⁶ sans vraies répercussions physiques sur la structure du *barrio*, alors que l'assainissement de la *cañada*, plus visible, représente un pas de plus vers l'intégration du *barrio* à la « ville formelle ». En réalité, tant pour les habitants que pour les aménageurs dominicains, le modèle de ville idéale comprend l'artificialisation/minéralisation des sols qui se traduit dans les *barrios Los Platanitos* par la disparition de la *cañada*.
- 27 Cependant, ceci ne met pas en cause la sensibilité environnementale des habitants des *barrios*. Comme il a été constaté par Comby (2015), les classes populaires ne sont pas étrangères aux problématiques environnementales, mais elles se retrouvent éloignées de la conception de l'écologie dominante. Pour lui, le décalage entre les idéologies écologiques officielles et les récits des habitants constitue un frein symbolique à leur intégration sociale (Comby, 2015). Nous verrons que dans certains cas, les habitants des *barrios* assimilent ces récits dominants sur l'écologie dans un souci d'effacer, ou encore, de reproduire des stigmates territoriaux.

3.1. Ignacio, Fernando et Josué, écologiquement sensibles et conscients ?

- 28 L'enquête ethnographique¹⁷ et les récits recueillis auprès des habitants des *barrios La Cienaga* et *Le Libertador*, permettent en effet de montrer l'appropriation par les habitants de la construction dominante normative des sensibilités environnementales. Ignacio (habitant de *La Cienaga* et militant associatif, 2016) a évoqué, par exemple la notion de « l'agriculteur urbain¹⁸ ». Il faisait référence à son père qui, pendant les années quatre-vingt, possédait des terrains en plein centre-ville pour cultiver des légumes. Ces terrains n'existent plus, l'urbanisation accélérée a éliminé toute trace d'activité agricole dans la ville. Ignacio a pourtant une idée en tête. Il imagine un projet

écologique pour son *barrio* : un parc-jardin dans la partie nord de la rivière Ozama¹⁹, pas loin de chez lui. Il a beaucoup réfléchi à la manière de réhabiliter cette zone en pente, affectée par les érosions du sol et très polluée par des déchets solides des habitants. Il cherche à concevoir un visuel du projet afin de montrer aux autorités publiques ce que cela pourrait donner si la zone était aménagée correctement. En plantant différentes espèces d'arbres, par plans successifs, son idée est de recréer un écran végétal qui empêcherait les habitants de jeter leurs déchets dans la rivière, et qui en même temps les inviterait à profiter de l'endroit devenu, d'après ses propos, « *un lieu public et non plus une poubelle géante* ».

- 29 L'extrait d'entretien de Josué, (habitant de La Cienaga et militant associatif, 2016) apporte d'autres éléments d'analyse : « *J'habite à La Cienaga et je suis membre de l'église et du club. Je suis aussi entraîneur sportif. Je m'inquiète pour les problèmes de mon barrio. Cela m'a généré quelques ennuis avec d'autres voisins qui n'ont pas la même vision que moi sur la propriété des espaces sportifs, notamment avec les commerçants et les politiciens²⁰. Je ne le nie pas, j'ai une position un peu rigide à ce sujet. Il existe une loi qui interdit de jeter la poubelle dans la rue et les espaces publics, et les gens qui le font devraient aller en prison, point ! Je suis déjà resté debout toute une nuit pour surveiller et voir les voisins qui laissaient les sacs des poubelles dans les espaces sportifs. J'ai même fait une liste que j'ai déposée au commissariat...* »
- 30 Ces situations de terrain illustrent bien qu'il existe des conflits, des contradictions et des rapports de pouvoir qui participent à la sensibilité environnementale des habitants de *barrios*. Reprenons le cas des deux militants associatifs qui, en faisant preuve d'une certaine conscience écologique, et même d'altruisme, sont prêts à s'engager dans des projets : Ignacio par exemple, avec son projet de corridor écologique dans les berges de la rivière Ozama, et Josué avec sa lutte pour la propriété des espaces sportifs. Ici, il ne s'agit pas seulement d'une sensibilité environnementale, mais d'une intention et de sa mise en œuvre. Pour eux, le plus important est d'amener leurs voisins à modifier leurs comportements en ce qui concerne la gestion des espaces publics, et même si cela implique certaines formes d'autoritarisme. La sensibilité environnementale est dans ces cas liée à une histoire familiale ou à des intérêts particuliers, et surtout, influencée par les formations et ateliers dispensés par des associations locales.
- 31 Pour comprendre les attitudes d'Ignacio et Josué, utilisons la classification de Rokeach (1973) qui propose trois types de croyances écologiques : descriptibles, évaluatives et prescriptibles (Rokeach, 1973). Dans les cas présentés, la croyance est descriptible quand le *barrio* est considéré comme un lieu d'emblée insalubre. Ces croyances deviennent évaluatives quand Ignacio par exemple, trouve dommage la disparition de l'agriculture urbaine, et ensuite prescriptibles quand il juge nécessaire la construction d'un parc-jardin, ou quand Josué appelle à un plus fort contrôle des incivilités. Mais, au-delà d'une interprétation sur les *croyances*, il faut également ajouter que le passage à l'action dans le cas d'Ignacio est conditionné par une volonté politique, et qu'à aucun moment les habitants ne sont partie prenante du projet, notamment parce qu'ils auraient du mal à respecter les règles comme le montre Josué. Ils adhèrent ainsi aux normes et représentations institutionnelles dominantes et se positionnent à la tête de la structuration sociale des *barrios* pour laisser entendre qu'il existe deux types d'habitants : ceux conscients et sensibles à la protection de l'environnement (ils en font partie) et ceux qui doivent encore être sensibilisés.

3.2. La sensibilité environnementale à condition de...

- 32 Dans le *barrio El Libertador*, pendant une visite guidée (2017), nous avons retrouvé Fernando qui jetait une grande quantité de plastique dans la *cañada*. Interpellé, il avoue déposer régulièrement ses déchets dans le cours d'eau même si le *barrio* dispose d'un service de collecte des ordures : « Bah, parfois, il y a des camions qui descendent ici, mais si vous voulez que je sois sincère, je ne peux pas laisser ça [les récipients plastiques] chez moi en train de faire proliférer des moustiques. Je sais qu'aux États-Unis les gens font du recyclage, mais ici, dans un *barrio*, c'est inimaginable ! Maintenant, ma maison est en chantier et je ne peux pas accumuler les ordures chez moi. En plus, il faut payer les collecteurs d'ordures pour qu'ils débarrassent ce type de déchets encombrants... » (rencontre informelle avec Fernando, habitant du *barrio El Libertador*, 2017).
- 33 Cette situation de terrain met en évidence le détachement de Fernando vis-à-vis des idéologies écologiques dominantes. Dans une logique comparative avec d'autres pays comme les États-Unis, il fait référence aux facteurs contextuels pour insinuer que dans le *barrio* des actions écologiques comme le recyclage ne sont pas possibles. Les étudiants texans avaient aussi constaté que les habitats déposaient leurs ordures dans la *cañada*, bien qu'ils soient conscients des problèmes de salubrité que cela engendrait. Ils expliquent que si certains continuent à jeter leurs poubelles dans le cours d'eau, c'est surtout par facilité (ne pas vouloir marcher jusqu'aux points de collectes officiels) et par lassitude (en argumentant que d'autres habitants le font aussi).
- 34 Ce n'est que très récemment que les facteurs contextuels de la conscience environnementale sont étudiés en psychologie environnementale. Fleury-Bahi (2010) considère que des facteurs contextuels tels que les ressources offertes par le milieu ainsi que les moyens économiques et financiers disponibles conditionnent les gestes écologiques des individus au même titre que les valeurs et les croyances (Fleury-Bahi, 2010). D'après Steg et Vlek (2009), ces facteurs contextuels influencent les comportements des individus de deux manières : de façon directe par exemple quand les habitants de *Los Platanitos* jettent leurs ordures dans la *cañada*, puisque les postes d'ordures officiels se trouvent loin de leurs lieux de résidence, et de façon indirecte, quand la raison d'une action répond à des intérêts individuels (Steg et Vlek, 2009). Fernando est en effet prêt à se débarrasser de ces déchets plastiques dans la *cañada* dans l'urgence de désencombrer sa maison.
- 35 Pourtant, ces facteurs contextuels n'expliquent que partiellement la présence/absence d'une sensibilité environnementale chez les habitants des *barrios*. Pour mieux saisir ce paradoxe, nous prenons en compte les *influences*. Définies ici comme un ensemble de référentiels idéologiques ayant des effets sur les habitants et leur habitat à long terme, les *influences* permettent de montrer les rapports de domination, les processus de normalisation ainsi que les actions « infrapolitiques de dominés » (Scott, 2008) dans un « différentiel de prises » (Chateauraynaud, 2015). Ces extraits d'entretiens montrent en effet comment la volonté des décideurs et la sociabilisation avec les associations locales et internationales jouent un rôle déterminant dans la promotion ou la fragilisation de la sensibilité environnementale. Les facteurs contextuels viennent ainsi compléter un système d'*influences* d'abord, global quand des critères sur la conscience écologique sont prédéfinis (les écogestes, la consommation écoresponsable, etc.). Puis, un système d'*influence* local quand la sensibilité environnementale est conditionnée par les formes de disqualification sociale et de délégitimation spatiale. Dans l'imaginaire collectif

dominicain par exemple, les habitants des *barrios* sont considérés comme des individus dépourvus de conscience écologique, et cet a priori est intégré par les habitants de *barrios* eux-mêmes, reproduisant ainsi une logique de double stigmatisation.

- 36 Mais contrairement, à ces a priori sociaux, la conscience écologique des habitants des *barrios* se construit depuis les années quatre-vingt avec les *movimientos barriales*²¹ qui luttèrent contre la relégation urbaine et revendiquaient la coconstruction d'un habitat digne (Cecapo, 1987). Depuis, tant la « sociabilisation » (Inglehart, 1970) que le « niveau d'instruction » (Schweisguth, 1997) garanti par les organisations locales, les églises et les ONG, jouent un rôle important dans la transmission des valeurs environnementales. Il ne s'agit pourtant pas d'une conscience écologique qui serait née a posteriori, une fois les besoins élémentaires des habitants comblés, mais c'est justement, des besoins immédiats et des situations concrètes (Martinez-Alier, 2014) qui provoqueraient des initiatives écologiques dans un souci de justice environnementale, de droits humains et de droit à la ville.

Conclusion

- 37 Sensibles aux problématiques, mais fragilisés par leur milieu immédiat, les habitants des *barrios* se confrontent à un système d'*influence* qui conditionne leurs actes écologiques. Dans cet article, nous avons montré que des facteurs externes agissent positivement ou négativement, ou de manière arbitraire sur leur sensibilité environnementale. Ces *influences* se construisent ici à travers les actions militantes, les interventions urbaines et la disqualification socio-spatiale. Les différents acteurs associatifs et gouvernementaux déploient leurs idéologies, leurs capitaux sociaux et culturels et leur mode d'intervention idéal dans les *barrios*. Pour les étudiants texans, il s'agit de promouvoir l'écodéveloppement communautaire à travers l'autogestion des déchets organiques. Pour les aménageurs urbains, c'est l'assainissement de la *cañada* qui garantit la durabilité urbaine des *barrios*. Enfin pour les habitants, la question environnementale peut être une source de mobilisation communautaire, de conflit (disputes entre voisins), ou bien représenter une préoccupation minime vu leur contexte sociospatial.
- 38 Les différents éléments empiriques discutés mettent en avant que la conscience écologique des habitants des *barrios* reste malléable. Elle est constamment tiraillée entre les idéologies des dominants et leur traduction en action. Cela fragilise et rend invisibles d'autres intérêts et systèmes de valeurs locaux.
- 39 Ce débat s'inscrit dans les réflexions sur les influences des injonctions internationales dans la construction des sensibilités environnementales. En effet, la plupart des opérations urbaines mentionnées dans cet article cherchent à se concilier avec les dynamiques globales autour des objectifs pour le développement durable. La République dominicaine a par exemple ratifié la plupart des accords internationaux à ce sujet²². D'ici 2030, les aménagements des centres urbains dans le pays doivent répondre au Nouveau Programme pour les Villes (NPV). Il reste à élucider à quel point ces dispositions internationales sont capables d'admettre des représentations et des pratiques locales considérées souvent comme non normatives, mais écologiquement légitimes.

BIBLIOGRAPHIE

- Barca S., 2015, « Sur l'écologie de la classe ouvrière » : un aperçu historique et transnational », *Écologie & politique*, vol. 1, n° 50, p. 23-40, <https://doi.org/10.3917/ecopo.050.0023>.
- Beckerman W., 1992, *Economic Development and the Environment*, NW, Washington, World Bank Publications, 50 p.
- Bozonnet J.-P., 2007, *De la conscience écologique aux pratiques : comment expliquer l'hiatus entre attitudes environnementalistes et les comportements*, colloque Pacte-Politiques publiques, Action politique, territoire, juin 2007, Universités Grenoble-Toulouse.
- Bullard R. D., 2001, « Environmental Justice in the 21st Century : Race Still Matters », *Phylon* (1960-), vol. 49, n° 3/4, p. 151-171.
- CAASD, s.f., « Ficha Técnica. "Obras complementarias al saneamiento pluvial y sanitario de la cañada Los Platanitos" », 10 p.
- Castells M., 1997, *Movimientos sociales urbanos*, México, Siglo Veintiuno Editores, 131 p.
- Caro C., 2009, *Le développement de la conscience environnementale et l'émergence de l'écologie politique dans l'espace public en France et en Allemagne, 1960-1990*, thèse de doctorat, Études germaniques, Université de la Sorbonne Nouvelle, 542 p.
- Cecapo, 1987, *Barrios populares, organización, lucha política*, Santo Domingo, Cecapo, 48 p.
- Chateauraynaud F., 2015, « L'emprise comme expérience. Enquêtes pragmatiques et théories du pouvoir », *SociologieS*, Dossier « Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations », <http://journals.openedition.org/sociologies/4931>.
- Comby J.-B., 2015, « À propos de la dépossession écologique des classes populaires », *Savoir/Agir*, vol. 3, n° 33, p. 23-30, <https://doi.org/10.3917/sava.033.0023>.
- Daher Hechem A. E., Sandoval Luna A. del R., 2019, « Habitat y ecología de la pobreza », *Urbano*, vol. 19, n° 33, p. 6-14.
- Dartiguepeyrou C., 2013, « Où en sommes-nous de notre conscience écologique ? », *Vraiment durable*, vol. 2, n° 4, p. 15-28, <https://doi.org/10.3917/vdur.004.0015>
- Davis M., 2007, *Le pire des mondes possibles : de l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 249 p.
- Fleury-Bahi G., 2010, « Les comportements écologiques », *Psychologie et environnement. Des concepts aux applications*, Paris, De Boeck Supérieur, p. 73-96.
- Folchi M., 2001, « Conflictos de contenido ambiental y ecologismo de los pobres : no siempre pobres, ni siempre ecologistas », *El ecologismo popular a debate*, n° 22, p. 79-100, http://repositorio.uchile.cl/bitstream/handle/2250/122793/folchi_m2.pdf?sequence=1&isAllowed=y.
- Geller E. S., Winett R. A., Everett P. B., 1982, *Preserving the environment : new strategies for behavior change*, Université du Michigan, Pergamon Press, 364 p.
- Godard H., Mérat M.-M., 2003, « Les occupations de terres urbaines : l'illégalité tolérée, voire encouragée », *Mapa Monde*, vol. 72, n° 4, p. 35-36.
- Grafmeyer Y., Authier J.-Y., 2015, *Sociologie urbaine - 4^e édition*, Paris, Armand Colin, 128 p.

- Guha R., Martinez-Alier J., Alier J. M., 1997, *Varieties of Environmentalism : Essays North & South*, London, Earthscan Ltd, 247 p.
- Inglehart R., 1993, *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica, 576 p.
- INMRD, 2017, « Perfil Migratorio de la Republica Dominicana », *Ministerio de interior y policia*, Santo Domingo, 388 p.
- Maresca B., Dujin A., Picard R., 2009, *La consommation d'énergie dans l'habitat entre recherche de confort et impératif écologique*, Paris, Crédoc (Cahier de recherche n° 264), 87 p.
- Martinez-Alier J., 2014, *L'écologisme des pauvres : une étude des conflits environnementaux dans le monde*, Paris, Les Petits Matins, 670 p.
- Maslow, A. H. (1954). *Motivation and Personality*, Université du Michigan, Harper, 293 p.
- Naoufal N., 2016, « Connexions entre la justice environnementale, l'écologisme populaire et l'écocitoyenneté », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 16, n° 1, <https://doi.org/10.4000/vertigo.17053>.
- Novotny P., 2000, *Where We Live, Work and Play : The Environmental Justice Movement and the Struggle for a New Environmentalism*, Westport, Conn, Praeger, 115 p.
- Pardo Buendía M., 2006, « El análisis de la conciencia ecológica en la opinión pública : ¿contradicciones entre valores y comportamiento ? », *Persona, sociedad y medio ambiente : perspectivas de la investigación social de la sostenibilidad*, Junta de Andalucía. Consejería de Medio Ambiente. Dirección General de Educación Ambiental y Sostenibilidad, p. 72-87.
- Rokeach M., 1973, *The nature of human values*, Université du Michigan, Free Press, 438 p.
- Saez Giraldez E., García Calderón J., Roch Peña F., 2010, « La ciudad desde la casa : ciudades espontáneas en Lima », *Revista INVI*, vol. 25, n° 70, p. 77-116.
- Sauvé L., 2014, « Au cœur des questions socio-écologiques : des savoirs à construire, des compétences à développer », *Éducation relative à l'environnement. Regards-Recherches-Réflexions*, vol. 11, <https://doi.org/10.4000/ere.662>.
- Schweisguth É., 1997, « Le post-matérialisme revisité : R. Inglehart persiste et signe », *Revue française de science politique*, vol. 47, n° 5, p. 653-659.
- Scott D., Willits F. K., 1994, « Environmental attitudes and behavior : A Pennsylvania survey », *Environment and Behavior*, vol. 26, n° 2, p. 239-260.
- Scott J. C., 2008, *Domination and the Arts of Resistance : Hidden Transcripts*, London, Yale University Press, 269 p.
- Shlomo A., 2001, « Política de vivienda en la Republica Dominicana : diagnosis y guías de acción », Santo Domingo, Rapport BDI, 28 p.
- Sletto B., Baumann D., Bosquez M., Bossin M., Daley E. E., Donoso R. E., Kelley M., Muñoz S., Stovall D., Strange S. M., Thomen M., 2008, *El Rincón de los Olvidados. Métodos para el estudio de riesgo y vulnerabilidad en asentamientos precarios*, The University of Texas at Austin, 158 p.
- Sletto B., Carte L., Casey G., Diaz O., Engelman L., Hershaw E., Martinez V., McQueen G., Muraida L., Pusch C., 2010, *Hacia un camino limpio. Gestion comunitaria de desechos sólidos en asentamientos precarios*, The University of Texas at Austin, 201 p.

Sletto B., Lamiña A. M., Oliver D., Otero S., Perdue B., Reyes Sanchez A., Rubio-Zepeda J., Tabor S., Todtz E., Vasudevan R., 2016, *Entrelazando miradas. Hacia una nueva visión de la infraestructura socio-comunitaria*, The University of Texas at Austin, 250 p.

Steg L., Vlek C., 2009, « Encouraging pro-environmental behaviour : An integrative review and research agenda », *Journal of Environmental Psychology*, vol. 29, n° 3, p. 309-317.

Stern P., Dietz T., Abel T., Guagnano G., Kalof L., 1999, « A Value-Belief-Norm Theory of Support for Social Movements : The Case of Environmentalism », *Human Ecology Review*, vol. 6, n° 2, p. 81-97, <https://humanecologyreview.org/pastissues/her62/62sternetal.pdf>.

Tetreault D.V., 2008, « En torno al medio ambiente : una revisión de cuatro debates », *Espiral (Guadalajara)*, vol. 14, n° 42, p. 41-72.

NOTES

1. Comme celui du dictateur Trujillo qui en 30 ans avait instauré un régime dictatorial d'oppression et de limitation de l'urbanisation de la ville de Santo Domingo. De 1930 à 1961, la ville de Saint-Domingue s'est transformée en une ville privée dont l'accès était restreint, seules les personnes autorisées pouvaient l'habiter ou la visiter.

2. Concept utilisé par le président de la République dominicaine pendant le discours de présentation du projet *Nuevo Domingo Savio* en mars 2017. Voir le communiqué de presse « Presidente presenta proyecto nuevo Domingo Savio » <http://hoy.com.do/presidente-presenta-proyecto-nuevo-domingo-savio/>.

3. Nous retrouvons ce concept de « milieu sain » (*entorno saludable*) dans la plupart des rapports gouvernementaux sans qu'il soit vraiment défini.

4. Ruisseaux pollués qui engendrent des risques d'inondation et la propagation de maladies.

5. Le concept de développement durable figure dans la « *Ley de Ordenamiento Territorial y Uso de Suelo en República Dominicana* », en français : « Loi sur la planification territoriale et l'occupation des sols de la République dominicaine ». Cette loi a été approuvée en 2016.

6. La thèse en urbanisme *Autoconstruits, précaires, écologiques ? Enquête sur la durabilité urbaine des barrios à Santo Domingo*, sous la direction de Laurence Feveile et Pedro J. García Sánchez, porte sur l'analyse des *barrios* à Santo Domingo, République dominicaine. Cette recherche cherche à comprendre comment les *barrios* peuvent définir des principes de ville durable et participer au changement des paradigmes dans la production urbaine.

7. La théorie post-matérialiste a été développée dans une période de croissance économique en Europe (les Trente Glorieuses) et les analyses d'Ingehart sur les évolutions sociales européennes sont contemporaines des travaux sur la société post-industrielle d'Alain Touraine en France et Daniel Bell aux États-Unis qui théorisent sur l'émergence d'une société capable de surpasser l'époque industrielle pour développer un système basé sur la production de la connaissance et de l'information.

8. Mercedes Pardo Buendía (2016), définit les valeurs comme l'ensemble de convictions positives ou négatives sur quelque chose (dans ce cas l'environnement) possédant une charge normative et relativement important par rapport à d'autres choses.

9. Cette hypothèse considère que les priorités des individus sont relatives à leur environnement socioéconomique et qu'ils accordent une plus grande importance aux choses rares.
10. La mobilisation de Chico Mendes contre la déforestation de la forêt amazonienne est considérée comme la première manifestation de l'écologisme populaire.
11. L'accès des communautés démunies aux espaces verts, aux aires de jeu, aux équipements municipaux, aux transports en commun, à des logements sains et à une alimentation abordable, diversifiée et sécuritaire.
12. Le *P3 Program People, Prosperity and the Planet*, créé depuis 2004 par l'agence de protection environnementale aux États-Unis, organise une compétition de projets sociaux conçus par des étudiants des universités états-uniennes.
13. Il faudrait ici réaliser une analyse plus approfondie sur la question du genre et sur la manière dont des rôles préétablis sont promus par des groupes externes. Dans le rapport des étudiants de 2012, cette répartition de responsabilités par rapport au genre avait soulevé des questionnements, par exemple, certains hommes voulaient aussi participer pas seulement à la construction de site, mais aussi au maintien. Si les étudiants du Texas ont décidé de répartir les responsabilités de cette façon, c'est parce qu'ils ne voulaient pas aller à l'encontre de la distribution des tâches dans la vie quotidienne où dans une grande partie des ménages du *barrio*, c'est la femme qui s'occupe de la gestion des déchets domestiques. Ils ont ainsi encouragé les femmes pour qu'une organisation parallèle à celle de FUNPLA soit créée pour gérer le poste de lombriculture.
14. Pour la traduction personnelle de « *condiciones amigables con el medio ambiente* ».
15. D'après le rapport de l'Institut national de migration dominicaine (INM RD) en 2017, près de deux millions de Dominicains habitaient dans un pays étranger, dont environ 78 % aux États-Unis, 11 % en Espagne et 3 % en Italie.
16. Les femmes membres de l'association *Mujeres Unidas* font souvent référence aux étudiants du Texas quand elles parlent des lombricomposteurs.
17. Les propos exposés dans cette partie de l'article s'appuient sur une méthodologie qualitative. Nous avons réalisé une enquête ethnographie urbaine dans quatre *barrios* de Santo Domingo (*El Libertador*, *La Cienaga*, *Los Platanitos* et *Maquiteria*) dans la période 2016-2018. Nous avons également produit une base de données verbale par le biais des entretiens non directifs destinés aux habitants des *barrios* et des entretiens semi-directifs menés auprès des acteurs publics et associatifs.
18. Traduction personnelle de la phrase en espagnol *campesino urbano*.
19. La rivière Ozama est le principal affluent de la capitale dominicaine. Elle sert de frontière naturelle entre les municipalités du Distrito Nacional, Santo Domingo Est et Santo Domingo Nord. Traversant la ville de Santo Domingo, cette rivière prend sa source dans les chaînes de montagnes de Yamasa pour se jeter dans la mer des Caraïbes.
20. Il parle des déchets qui sont produits lors de campagnes électorales.
21. Dans le contexte dominicain, les *movimientos barriales* apparaissent dans les années quatre-vingt et sont reliés aux mouvements urbains tels que définis par Castells (1997 : 12) : « *Système de pratiques sociales qui s'opposent à l'ordre établi à partir des contradictions spécifiques à la problématique urbaine* ». Pour Cecapo (1987 : 14), les *movimientos barriales* sont « *tous les secteurs subordonnés politiquement, économiquement et*

idéologiquement au capital impérialiste et national, constitués d'ouvriers, paysans, femmes de ménage, vendeurs ambulants, chômeurs, petits et moyens commerçants, professionnels, étudiants et religieux, etc. Les ouvriers, les paysans et les habitants des barrios constituent les éléments les plus dynamiques des secteurs populaires dans leur ensemble ».

22. La République dominicaine est signataire de la déclaration de Barbade (1994), de l'Alliance pour le développement durable (ALIDES par ses sigles en espagnol) (1997), la déclaration d'Istanbul (1996), initiative latino-américaine et des Caraïbes pour le développement durable (ILAC par ses sigles en espagnol) (2002), la déclaration de Quito (2016), entre autres.

RÉSUMÉS

Considérés comme n'ayant pas de conscience écologique, les habitants des *barrios* sont accusés de nuire à l'écosystème urbain. Dans ce sens, deux solutions ont été souvent apportées : d'un côté, les opérations urbaines mobilisent une approche hygiéniste et sanitaire pour limiter les nuisances, et de l'autre côté, les acteurs associatifs n'hésitent pas à imposer des idéologies préexistantes pour promouvoir certaines pratiques écologiques. Avec une mise en perspective de données empiriques récoltées sur le terrain dans quatre *barrios* dominicains, cet article montre comment certaines pratiques habitantes s'inscrivent dans des démarches de justice environnementale et d'écodéveloppement communautaire, et ceci en même temps qu'elles répondent à un système d'*influences* qui contribue à une construction dominante et normative des sensibilités environnementales.

Considered to have no ecological awareness, the inhabitants of the *barrios* are accused of harming the urban ecosystem. In this sense, two solutions have often been provided: on the one hand, urban interventions mobilize a hygienic and sanitary approach to limit nuisances, and on the other hand, associative actors do not hesitate to impose pre-existing ideologies to promote specific practices. With a perspective of empirical data collected in the field in four Dominican *barrios*, this article shows how certain inhabitant actions are part of environmental justice and eco-development approaches. At the same time, we show that inhabitants answer to a system of *influences* that contributes to a dominant and normative construction of environmental awareness.

INDEX

Mots-clés : barrios, revendications écologiques, conscience écologique, sensibilité environnementale, écocitoyenneté, écologisme populaire, justice environnementale

Keywords : barrios, ecological claims, ecological awareness, environmental sensitivity, eco-citizenship, popular ecologism, environmental justice

AUTEUR

DARYSLEIDA SOSA VALDEZ

Darysleida Sosa Valdez, est architecte, urbaniste, docteure et membre du CRH-LAVUE UMR 7218 CNRS. Ses travaux portent sur la durabilité urbaine des barrios à Santo Domingo, République dominicaine. Elle s'intéresse aux études sur la marginalité, la précarité et l'informalité urbaine à l'égard de la construction de la ville durable. Elle est aussi cofondatrice de l'association ICAURD Investigación científica en arquitectura y urbanismo Republica Dominicana
darysleida@gmail.com